



ARCHIVES NICOLAS LE LÉVRE

BORDEAUX MAGNUM PROMOTIONS -40%

Dame de Montrose 2010	35.90 €*
Demoiselle de Sociando Mallet 2009/2010	16.15 €*
Malaric Lagravière 2010	44.20 €*
Clémentin du Pape Clément 2005 - 2007 2009 - 2010	29.90 €*

3, rue Gobineau - BORDEAUX
05 56 48 00 06

*Remise déductible - prix bouteille 75 cl - L'alcool est dangereux pour la santé

MARDI
11 MARS 2014
1,00€

WWW.SUDOUEST.FR

Japon : l'an 03 après Fukushima

REPORTAGE Trois ans après le séisme de 2011 et la catastrophe nucléaire, la région tente un retour à la vie. Mais rares sont les candidats au repeuplement. Pages 2 et 3



Des fouilles sont encore menées à la recherche de corps, comme hier, près de la centrale où l'accident s'est produit. PHOTO AFP



SAINT-JEAN-DE-LUZ (64) Incendie mortel en front de mer

Une septuagénaire, résidant au sixième étage, a été retrouvée morte après le sinistre qui s'est déclaré hier matin dans le bâtiment abritant le Grand Hôtel. Page 7

POLITIQUE Écoutes : Sarkozy garde le silence

Les écoutes ont choqué les avocats, qui réclament une protection du secret professionnel. Mais elles n'ont pas fait réagir l'ex-président, de passage à Nice. P. 6

RUGBY/XV DE FRANCE PSA jugé par ses compères

Ils jouaient en bleu à ses côtés il y a vingt ans : Cabannes, Benazzi et Sadoury jugent le bilan de Saint-André, le sélectionneur. Page 31

SUPPLÉMENT

Immobilier
Votre cahier spécial

COMPTE EXCÉDENT PROFESSIONNELS (n.m) :
SOLUTION POUR FAIRE TRAVAILLER SA TRÉSORERIE
SANS SE FAIRE DE SOUCIS.

Grâce à un placement souple et sécurisé qui fait fructifier vos excédents de trésorerie sur la base d'un taux fixe et avec un calcul quotidien des intérêts.

CAISSE D'ÉPARGNE
AQUITAINE POITOU-CHARENTES

LA BANQUE. NOUVELLE DÉFINITION.



Caisse d'Épargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance, au Capital social de 669 625 500 euros, dont le Siège Social est situé 61, rue du Château d'Eau 33076 Bordeaux Cedex - RCS de BORDEAUX N° 353 821 028 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 004 055 - Titulaire de la carte professionnelle transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs n° 33063-2863 délivrée par la Préfecture de la Gironde, garantie par la CEGI 128 rue de la Boétie, 75378 Paris Cedex - Adresse postale : 61, rue du Château d'Eau CS 31271 - 33076 Bordeaux Cedex.



58024770_DUP

Actualité

Polémique autour du prix de la sûreté nucléaire

EDF évalue à 1 milliard d'euros par réacteur les investissements nécessaires d'ici à 2025 pour le parc français. Greenpeace estime qu'il faudrait quatre fois plus d'argent pour approcher le niveau de sûreté d'un EPR. ARCH.AFP

Fukushima : le difficile retour à la vie

TROIS ANS APRÈS Les chantiers de décontamination autour de la centrale nucléaire accidentée stagnent et la population, réfugiée dans les grandes villes, tarde à revenir

LE SÉISME ET LA VAGUE

Le 11 mars 2011, en début d'après-midi, l'un des séismes les plus violents depuis 1900 se produit au large du Japon. Il lève un tsunami qui, en atteignant la côte Pacifique du pays, atteint jusqu'à 30 mètres de haut. Le drame cause la mort de 18 000 personnes et noie la centrale de Fukushima.

RAFAËLE BRILAUD
À KAWAUCHI, AU JAPON

Un épais manteau de neige recouvre le village de Kawauchi, perdu dans les montagnes de la préfecture de Fukushima. Yoshitaka Akimoto savoure une cigarette en profitant du soleil matinal. Sa belle demeure est grande ouverte au vent glacial, qui caresse les blonds tatamis et fait trembler les minces parois de bois. « À cette période de l'année, je n'ai pas grand-chose à faire », explique l'agriculteur de 70 ans en désignant ses rizières blanches, de l'autre côté de la rue.

L'homme affable au visage buriné

n'est pourtant jamais resté inactif bien longtemps. Quelques mois à peine après l'explosion des réacteurs situés à une vingtaine de kilomètres, il sillonnait ses terres en tracteur pour repiquer du riz, bravant l'interdiction officielle. « Tout est parti à la poubelle. Pareil l'année suivante. Mon riz n'est pas contaminé, assure-t-il en tendant les feuilles d'analyses. Mais personne ne veut des produits venant de Fukushima. L'année dernière, c'est l'État qui a acheté ma récolte, pour la stocker. »

Trois ans après la triple catastrophe nipponne, qui a fait plus de 18 000 morts, la vie peine à reprendre autour de la centrale nucléaire accidentée. Kawauchi, pourtant, fait figure d'exception. Le village a été relativement peu touché par les émissions radioactives (1) et, dès janvier 2012, le maire Yuko Endo a pris la décision d'encourager les habitants à revenir. Il venait de visiter Pripyat, en Ukraine, ville devenue fantôme à la suite de l'accident de Tchernobyl, en 1986, et ne voulait se résoudre à voir sa commune suivre le même destin.

« Nous sommes les premiers à avoir organisé la décontamination, en apportant un soin particulier aux endroits publics », assure Shigeru

Ide, 58 ans, tenancier d'une petite auberge et d'un restaurant de soba (pâtes à base de farine de sarrasin), dans cette région autrefois prisée pour la pêche en rivière.

Le chantier titanesque de la décontamination, qui consiste à ratisser les sols, racler la terre, ramasser les feuillages, couper des branches, dans l'espoir acharné de faire baisser les taux de radioactivité, devrait d'ailleurs s'achever à Kawauchi à la fin du mois. Quand des retards – allant jusqu'à trois ans – ont été annoncés dans sept autres communes, repoussant d'autant le retour des habitants.

Un centre-ville désert

Il faut dire que la mairie se donne du mal, comme en témoigne Takeo Endo, 37 ans : « Nous avons rouvert les écoles, de la maternelle au collège, en avril 2012. » Las, les établissements n'ont retrouvé qu'un cinquième de leurs effectifs, 55 élèves contre 247 auparavant. « Quatre nouvelles entreprises se sont implantées sur notre sol, créant une cinquantaine d'emplois », ajoute l'employé dans un coin du vaste rez-de-chaussée encombré de bureaux et de paperasses où la légère frénésie détonne avec un centre-ville désert.

L'une de ces entreprises, Kimidori (NDLR : « vert clair » en japonais) est plutôt originale : dans un bâtiment aseptisé où l'air, l'eau et les nutriments sont étroitement contrôlés, des végétaux s'épanouissent en rangs superposés et en huis clos sous des diodes électroluminescentes (LED). L'usine produit ainsi 3 500 salades et plantes aromatiques par jour, sans aucun soupçon de contamination radioactive. Elle accélérerait bien la cadence, mais ne parvient pas à recruter davantage dans un village composé à 60 % de personnes âgées de 60 ans ou plus.

Car un triste constat s'impose. « Au 1^{er} octobre 2013, Kawauchi comptait 2 766 inscrits à l'état civil. En réalité, 535 personnes vivent à temps plein dans le village, précise Takeo Endo. Si l'on dénombre ceux qui dorment ici au moins quatre nuits par semaine, le chiffre grimpe à 1 455. L'autre moitié du village vit encore dans des habitations provisoires, principalement dans les grandes villes de Koriyama ou Iwaki. »

Beaucoup d'hommes viennent en



Les rares agriculteurs cultivant les terres autour de la centrale accidentée ont du mal à écouler leur production. PHOTO R BRILAUD

effet travailler en semaine à Kawauchi, puis rejoignent le week-end leur famille réfugiée dans les grandes villes.

Takeo Endo, qui se bat pour la reconstruction du village, illustre cette réalité : sa femme et ses deux enfants de 5 et 7 ans vivent à Fukushima, à plus de 60 kilomètres de la centrale accidentée. « Je ne sais pas du tout si nous allons revenir, avoue-t-il. La situation à la centrale est trop instable. » Avec le temps, ces familles prennent goût à la vie urbaine, tissent de nouveaux liens, loin de Kawauchi.

Une terre devenue suspecte

L'agriculteur Yoshitaka Akimoto a cette année encore peu d'espoir d'écouler son riz dans l'archipel. Il sera quand même dans ses rizières au printemps. Et ce n'est nullement la radioactivité qui l'inquiète, mais bien l'absence de relève. À Kawauchi, ils ne sont plus que deux ou trois à cultiver sans relâche cette terre devenue suspecte, laissée pour moitié en friche. Shigeru Ide, plus chanceux, se félicite du prochain retour de son fils – qui cuisinera désormais les soba – et de son petit-fils de 7 ans. « La crise de Fukushima, ce n'est pas fini, dit l'homme jovial au corps de marathonien. De nombreux villages tentent de revivre, il ne faut pas l'oublier. »

(1) Selon les bornes municipales, la radioactivité de l'air à Kawauchi serait autour de 0,08 microsievert par heure, un chiffre comparable à celui de Paris (0,05) ou de Londres (0,08).

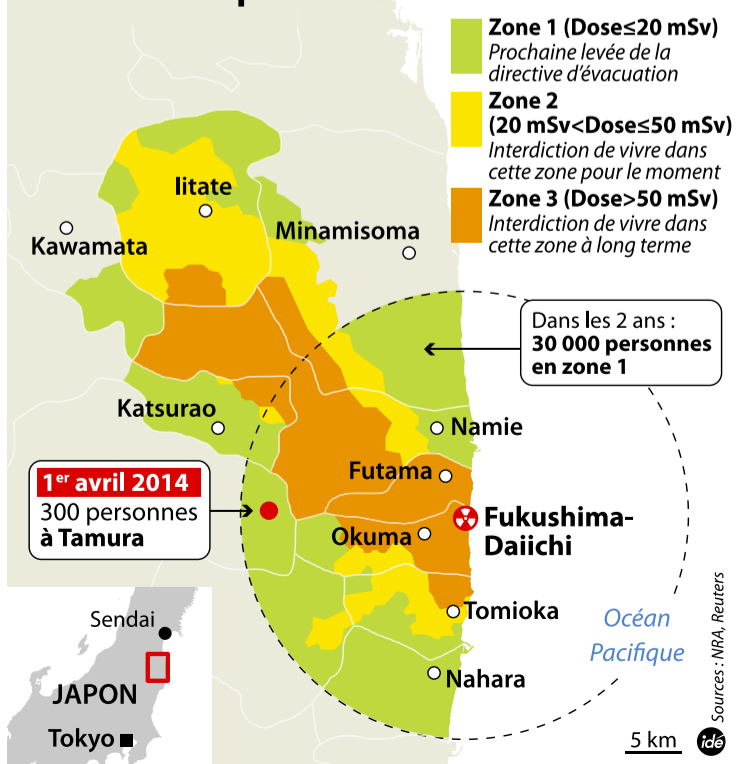
L'empire E

EN FRANCE La catastrophe japonaise a replacé la sûreté du parc français au centre du débat politique

Le monstre liquide qui a dévasté Fukushima a ébranlé jusqu'à l'empire du nucléaire français : 19 centrales, 58 réacteurs exploités par EDF et un EPR (European Pressurized Reactor) de nouvelle génération en construction à Flamanville, dans la Manche. Jusque-là, le président Sarkozy balayait d'un revers de manche tous les doutes qui pouvaient germer sur la sûreté du parc domestique. Zélateur de l'excellence française, il envisageait avec gourmandise la mise en chantier d'un deuxième EPR à Penly, en Seine-Maritime. Au vu des événements japonais, le vent a très vite tourné. Dix jours après le tsunami, le Premier ministre François Fillon chargeait l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire, de passer au crible les installations françaises.

Cette campagne de « stress tests » a d'abord confirmé la prise de pouvoir de l'ASN, créée en 2006 et présidée à l'époque par André-Claude Lacoste. L'ASN s'est immédiatement démarquée de la culture du déni qui avait marqué l'affaire du fameux nuage de Tchernobyl, en 1985 : oui,

Fukushima : premiers retours d'habitants



SUDOUEST.FR



Retrouvez sur notre site sudouest.fr le portfolio compilant toutes les images du séisme et de la catastrophe nucléaire de Fukushima, la plus grave depuis celle de Tchernobyl, en 1986.



Mobilisation antinucléaire à la Bastille

Après la manifestation antinucléaire de dimanche sur le Rhin, EELV appelle à un rassemblement aujourd'hui, à 12 h 30, place de la Bastille, à Paris, avec la participation des Japonais de la capitale. Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale du parti, rendra un hommage aux victimes. AFP



Le bain de sang que Madrid n'oublie pas

ESPAGNE Le 11 mars 2004, des attentats islamistes faisaient 191 morts, 1 800 blessés, et précipitaient la chute du Parti populaire d'Aznar



Dix bombes ont explosé à Madrid et dans sa banlieue à bord de quatre trains bondés se dirigeant vers la gare d'Atocha. ARCH. AFP

C'est l'heure de pointe. Ce 11 mars 2004 au petit matin, des milliers de travailleurs empruntent les trains de banlieue provenant des communes situées dans la première couronne de Madrid. Un jeudi ordinaire. À quatre jours des élections générales, l'Espagne, bercée par le doux ronron de la bulle immobilière, baigne dans une certaine insouciance. Une légèreté balayée en quelques fragments de secondes par le souffle de dix bombes. Les engins explosent de façon concomitante sur le réseau ferré madrilène.

Il est un peu plus de 7 h 30. Les quatre rames visées ont pour destination Atocha, la gare du centre-ville. Les appels désespérés affluent. Les radios interrompent leurs programmes. Police, ambulanciers, pompiers, taxis, voisins, tous se ruent sur les rails pour porter secours. Ils seront les premiers à réaliser l'ampleur du drame : 191 morts et 1 800 blessés.

Le sinistre décompte des victimes débute à peine que la société espagnole accuse déjà ETA. Presque par réflexe. Persuadée que la cruauté de l'organisation indépendantiste basque n'a pas de limite. Un coupable malgré tout moins effrayant que l'ombre des islamistes responsables des attentats de New York le 11 septembre 2001.

Silence et désolation

Quelques heures après les dix explosions, le gouvernement de José Maria Aznar attribue les attentats à ETA. Le leader conservateur appelle lui-même plusieurs rédactions madrilènes pour confier ses certitudes. Puis il demande au Conseil de sécurité de l'ONU d'accabler à son tour le groupe séparatiste. L'institution supranationale s'exécute dès la fin d'après-midi. Au même moment, des voix incrédules s'élèvent du Pays basque, mais personne n'y prête attention.

Dans la banlieue de Madrid, les enquêteurs découvrent alors une fourgonnette contenant des détonateurs et une cassette de versets du Coran.

Au milieu de cette confusion, la

gare d'Atocha n'est plus qu'un amoncellement de fleurs et de bougies. Plongés dans le silence et la désolation, des milliers de banlieusards et de citadins s'y recueillent. Nuit et jour. L'Espagne n'a plus aucune certitude. Le vendredi soir, plus de 10 millions d'Espagnols battent les artères du pays pour crier leur haine du terrorisme. Autour de la Puerta del sol de Madrid, ils sont plus de 2 millions.

La chute de José Maria Aznar

L'enquête s'accélère mais s'avère d'autant plus compliquée que la politique ne cesse de s'en mêler. À l'étranger pourtant, dès le lendemain des faits, la presse se fait écho d'un communiqué d'al-Qaïda revendiquant l'attentat.

José Maria Aznar s'acharne malgré tout à incriminer ETA. Le candidat socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, accuse son rival de cacher la vérité à des fins électoralistes. Les échanges sont violents. La polémique gagne du terrain. Jusqu'ici, le leader du Parti populaire, auréolé d'une excellente réputation, avait réussi à minimiser les conséquences de son choix personnel en faveur de la guerre préventive en Irak, alors que la grande majorité de l'opinion y était farouchement opposée.

Mais le samedi, le pays découvre effaré que son chef d'État lui ment. La piste du réseau islamiste ne fait plus aucun doute. Une chasse à l'homme s'engage dans la capitale.

Au quatrième matin, après avoir pleuré dans l'intimité et crié dans la rue, la société espagnole va voter avec ses stripes, le cœur déchiré. L'obstination du gouvernement signe la défaite de José Maria Aznar, pourtant favori aux élections législatives. José Luis Rodríguez Zapatero est élu.

Dix ans plus tard, à la veille de la journée d'hommage aux victimes, le ministre de l'Intérieur, Jorge Fernandez Diaz, a déclaré hier qu'il existait un « risque probable » d'attentat islamiste en Espagne. Le Centre national de coordination antiterroriste qualifiant « d'élue » cette menace.

Pantxika Delobel

DF ébranlé par le tsunami

Fukushima était bel et bien une catastrophe nucléaire – contrairement aux premiers propos d'Éric Besson, alors ministre de l'Industrie – éventuellement reproductible en France.

Un surcoût de 10 milliards

Les évaluations complémentaires de sûreté ont abouti en janvier 2012 à une série de prescriptions nouvelles : mise sur pied d'une force d'action rapide capable d'intervenir en moins de vingt-quatre heures sur un réacteur accidenté, création dans chaque centrale d'un « noyau dur » de commandement abrité dans des locaux bunkerisés, aménagement d'un système d'alimentation électrique de secours supplémentaire pour chaque réacteur, etc. EDF a chiffré le surcoût à 10 milliards d'euros par rapport aux investissements déjà programmés.

L'énergéticien n'a pas varié depuis lors. Auditionné le mois dernier par une commission d'enquête de l'Assemblée nationale, Dominique Minière, l'un des dirigeants d'EDF, a précisé que 55 milliards d'euros devraient être engagés d'ici à 2025 sur la maintenance du parc, dont 10 milliards pour la mise aux normes post-Fukushima. Cette opération « grand carénage » a pour objectif de prolonger les centrales existantes au-delà de quarante an-



Sans Fukushima, la centrale de Fessenheim aurait-elle été promise à la fermeture en 2016 ? ARCHIVES AFP

nées d'exploitation. Ces lourdes conséquences techniques et financières ne résument pas l'impact franco-français de Fukushima. Les terrifiantes images des toits des réacteurs explosant sous la pression de l'hydrogène ont été diffusées alors que les candidats à la primaire socialiste fourbissaient leurs armes en vue de l'élection présidentielle.

Sans Fukushima, le tout-nucléaire aurait-il été remis en cause par François Hollande, aussi à l'aise dans le maniement des concepts écologiques que dans celui du trombone à

coulisse ? La centrale de Fessenheim aurait-elle été promise à la fermeture en 2016 ? Probablement pas.

En ce sens, la future loi sur la transition énergétique devra forcément quelque chose au séisme et au tsunami japonais, même si la peur du nucléaire s'est mécaniquement atténuée trois ans après. Elle n'aura pas la radicalité allemande. Après avoir relancé le nucléaire en 2010, Angela Merkel a décrété la fermeture des derniers réacteurs allemands à l'horizon 2022.

Jean-Denis Renard